

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 18/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALTORET ENERGIES SARL

213, cours Victor Hugo
33130 BEGLES

Références : 81-CRARC-2023-78
Code AIOT : 0003703504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement VALTORET ENERGIES SARL, implanté aux lieux-dits "Puech Balmes" ou "La Forêt Communale", sur la commune de Saint-Amans-Valtoret. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'un signalement d'une pollution éventuelle liée à la construction du parc éolien.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTORET ENERGIES SARL
- Puech Balmes ou La Forêt Communale, Section B 1431 et Section C 125, Saint-Amans-Valtoret
- Code AIOT : 0003703504
- Régime : Autorisation

La société VALTORET Energies appartenant au groupe VALOREM a été autorisée à exploiter un parc éolien sur la commune de Saint Amans-Valtoret, constitué de 5 éoliennes de puissance unitaire maximale de 2,05 MW. Les travaux de construction de ce parc ont débuté fin novembre 2022. Ils sont menés conjointement avec ceux relatifs à la construction du parc éolien de la société SAINT AMANS ENERGIES qui comporte également 5 éoliennes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plainte relative à une pollution possible des eaux
- respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 26/11/2021 relatives aux travaux de construction du parc

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Informations à réaliser	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
8	Moyens de lutte contre la pollution	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.5.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Périmètre du chantier	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.2	/	Sans objet
3	Date d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.3	/	Sans objet
4	Mesures de préparation et encadrement du chantier	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.4	/	Sans objet
5	Clôture du périmètre du chantier et balisage des stations à protéger	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.5.1	/	Sans objet
6	Circulation d'engins	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Déblais/remblais	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en place une organisation permettant de prendre globalement en compte les enjeux environnementaux liés à la construction de son parc éolien. L'inspection a cependant mis en évidence 2 non-conformités qui font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

L'écoulement noir signalé par les riverains, d'origine organique (effluents chargés en azote) a été maîtrisé par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations à réaliser

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par mail, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr.</p> <p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique – Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; - pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). <p>L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'information de la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence et du SDIS a été faite, mais il n'a pas présenté lors de l'inspection les copies des documents permettant de le justifier. Il est demandé à l'exploitant de transmettre une copie des courriers concernés. De la même façon, l'exploitant transmettra une copie de l'information de la DGAC concernant les opérations de levage à venir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Périmètre du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le périmètre des travaux de construction ou de démantèlement du parc éolien de (dans le cas d'un arrêt définitif ou d'un repowering) comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des éoliennes, les zones de stockage de la terre excavée, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ainsi que le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant) .</p> <p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limitée au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur de la DREAL lors de la transmission du planning des travaux.</p>
Constats : L'exploitant a transmis pour toutes les éoliennes un plan délimitant l'emprise des travaux (référence 81 STAMV-INFRA-5 EXE-IND19 surfaces emprises - ST AMANS ENERGIES). Ce plan comprend notamment les pistes existantes, les pistes à élargir ou à créer, les accès maintenance, les merlons de stockage des terres, la zone clôturée, les lisières des zones déboisées, le réseau inter éoliennes, les superficies totales concernées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 3.3 de l'arrêté du 26/11/2021 modifié par l'article 2 de l'arrêté du 22 mai 2023.</p> <p>Afin de préserver les espèces, les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement (si nécessaire) ont lieu entre le 1er août et le 15 novembre. Cependant, en cas d'impossibilité de tenir ce planning, ces travaux pourront également avoir lieu entre novembre et février, uniquement pour les secteurs sans enjeux vis-à-vis des chiroptères (pas d'arbres-gîtes). Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes tels que le décapage et le terrassement sont interdits en phase de reproduction, soit du 1er mars au 31 juillet.</p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (livraison, montage des éoliennes, raccordement inter-éolienne par exemple) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées et en continuité dans le temps des opérations de libération des emprises visées à l'alinéa ci-dessus.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par la DREAL Occitanie. L'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL Occitanie la date de chantier deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.</p> <p>Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressée préalablement à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les terrains concernés par les travaux appartiennent à la commune de Saint Amans-Valtoret. La gestion de la forêt est assurée par l'ONF. Une convention tripartite a été signée avec l'exploitant. Les opérations d'abattage ont été réalisées par l'ONF avant le démarrage des travaux du parc. Les premiers compte-rendus de visite de chantier établis par le bureau d'études Artifex indiquent que les travaux d'abattage ainsi que les opérations de dessouchage étaient achevés le 11 janvier 2023. Les travaux de décapage et de terrassement avaient également démarré à cette date. Le bureau d'études Artifex indique dans son rapport du 21 mars que les travaux de décapage étaient tous réalisés avant le 1er mars. Par contre les opérations de terrassement ont été poursuivies au delà du 1er mars 2023. Le bureau d'études Artifex indique dans ces comptes rendus de visite que "le retard est dû aux aléas climatiques (pluie, neige, gel, etc.). Néanmoins, le démarrage des travaux hors période sensible, dès cet hiver, et leur continuité depuis le démarrage (pas d'interruption longue du chantier) limitent l'installation des espèces faunistiques au sein du chantier et aux environs. Cela limite donc le dérangement des espèces faunistiques malgré la réalisation de travaux lourds au mois de mars/avril. Les travaux de terrassements peuvent donc continuer sans interruption.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures de préparation et encadrement du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux dans le cadre de la consultation des entreprises et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents.</p> <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">le contexte environnemental du projet la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ;les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ;l'organisation générale du chantier,les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet.les moyens de lutte contre la pollution,le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,le plan de circulation des engins, la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire,la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...). <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.</p> <p>L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 4.1 du présent arrêté. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale. Ces documents doivent être transmis sur simple demande de l'inspecteur de la DREAL.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- le compte rendu de la réunion de sensibilisation du 14 décembre 2022 à destination des entreprises intervenantes. Cette réunion a permis de présenter la carte des zones sensibles environnementales, les contraintes environnementales, les dispositions des arrêtés préfectoraux et les bonnes pratiques à appliquer sur le chantier.- la cartographie des zones sensibles à baliser (barrières pour amphibiens, arbres à gîtes pour chiroptères, zones humides, PPI et PPR de captages ...).- les fiches de sensibilisation (gestion des produits dangereux sur le chantier, gestion des déchets, gestion des eaux de ruissellement, pollution accidentelle)- les comptes rendus hebdomadaires de suivi de chantier. Les travaux sont réalisés sous la supervision du bureau de contrôle externe Artifex, qui établit un compte rendu de chaque visite hebdomadaire. Ce compte rendu consigne les écarts et les actions correctives à réaliser au plus

vite. Le bureau d'études Artifex est constituée d'une équipe pluridisciplinaire de chargés de missions généralistes ou spécialisés.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans Objet

N° 5 : Clôture du périmètre du chantier et balisage des stations à protéger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Il concerne notamment : les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, l'habitat d'intérêt communautaire identifié en amont, les zones humides proches des pistes, des plate-formes et des tranchées.</p> <p>Le balisage de la zone d'alimentation des captages d'eau potable identifiées dans le dossier doit être réalisé. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent, à ce stade, être rajoutées dans les documents visés à l'article 3.4 du présent arrêté.</p> <p>Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur des installations classées pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.</p> <p>Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la cartographie des zones à baliser comportant notamment: l'emprise du chantier, les barrières pour amphibiens, les arbres à gîtes pour chiroptères, les arbres à éviter, les zones humides, les PPI et PPR de captages, les merlons, les ZNIEFF ...).</p> <p>L'exploitant indique que le balisage a été effectué par le bureau d'études Artifex. Les comptes rendus hebdomadaires présentent les conditions de mise en place des balisages au fur et à mesure de l'avancement du chantier et la vérification de leur maintien en bon état.</p> <p>L'inspection a permis de constater la présence de plusieurs des balisages concernés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Circulation d'engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage, sensibilisation, formation, contrôle....) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).... Le plan de circulation prévoit de limiter la circulation aux pistes les plus larges et d'éviter les pistes et les sentiers forestiers aux directs ou traversant la ZNIEFF de type 1 « Sagnes du Puech Balmes » Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens. La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.
Constats : L'exploitant a présenté un plan de circulation. La ZNIEFF de type 1 est évitée. Des panneaux d'interdiction et de limitation de vitesse à 30km/h sont installés. Il n'a pas été constaté le jour de l'inspections de circulation en dehors des zones prévues dans le plan de circulation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déblais/remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../... Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé. .../... Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier à l'écart des passages des engins, ne doivent présenter aucun intérêt écologique et être suffisamment éloignées de toute zone humide. Le plan de circulation des véhicules est organisé pour éviter que les engins de chantier ne circulent sur des sols en place mais uniquement sur des pistes ou des zones aménagées. .../...
Constats : Certains comptes rendu du bureau d'études Artifex mentionnent des stocks de terre avec une hauteur de plus de 3 mètres ou la présence d'un stock en limite de l'aire du chantier. Ces écarts ont été levés. L'inspection n'a pas constaté de stocks ayant une hauteur supérieure à 2 m sur les plateformes visitées le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte contre la pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant tient à jour un plan mentionnant les parcelles d'implantation du projet impactées par un périmètre de protection des captages de la commune de Saint-Amans-Valtoret, sur lequel sont reportés tous les aménagements nécessaires au parc,- l'exploitant prend toutes les dispositions pour respecter l'ensemble des prescriptions et interdictions applicables aux périmètres de protection établis,- durant toute la période des travaux d'aménagement, l'exploitant procède, en liaison avec les gestionnaires des captages concernés, à des analyses mensuelles de la qualité des eaux des captages, portant à minima sur les paramètres suivants : turbidité, hydrocarbures et HAP, installation des baraquements de chantier, de leurs assainissements et des zones d'entretiens des véhicules hors de la zone d'alimentation des captages d'eau potable de la commune de Saint-Amans-Valtoret,- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus,- Stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants et l'entretien des engins s'effectuera hors site. En cas de panne et de réparation sur site des engins, des mesures visant à garantir les mêmes niveaux de protection seront établies dans la mesure où les engins ne peuvent pas être évacués du chantier,- mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau,- mise à disposition de kits anti-pollution, pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies,- entretien des véhicules réalisé en atelier à l'extérieur,- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation,- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées,- mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut,- interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche, maintien des écoulements souterrains et superficiels, notamment lors de l'enfouissement des lignes électriques. Les mesures permettant d'éviter les émissions de matières en suspension dans les eaux de ruissellement seront prises,- mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc ; création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes,- aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI,- installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point

bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

Constats :

L'inspection a permis de constater les éléments suivants:

- la cartographie des secteurs sensibles mentionne les périmètres immédiat et rapprochés du captage de Faumontagne, les plans extraits de la demande d'autorisation de pompage provisoire mentionnent les captages Farrière et de la Capelle. Les éoliennes sont dans le périmètre éloigné du captage de la Capelle,

- le balisage à proximité du PPI de Faumontagne est réalisé,

- des analyses ont été réalisées sur les eaux des captages de Faumontagne et de Farrière avant le démarrage des travaux afin d'établir un état initial. Depuis le démarrage des travaux des analyses hebdomadaires sont réalisées uniquement sur les eaux du captage de Faumontagne. Les paramètres analysés sont la conductivité, les HAP, les hydrocarbures totaux et le pH. Les résultats montrent la présence d'hydrocarbures totaux (jusqu'à 0,33 mg/l le 22/12/2023). Depuis le mois de mai, la concentration est redescendue à environ 0,07 mg/l. Les concentrations relevées restent inférieures à la limite de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau potable (1mg/l).

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les analyses sur le captage de Faumontagne en faisant appel à un laboratoire agréé par le ministère de la santé et en réalisant des analyses sur le captage de Farrière,

- 3 aires étanches pour le stationnement et le ravitaillement sont mises en place au niveau de la base de vie et des plateformes des éoliennes E3 et E9. Compte tenu des distances importantes entre les différentes plateformes, le nombre d'aires étanches est considéré insuffisant par l'inspection pour garantir le stationnement et le ravitaillement des engins. L'exploitant a indiqué par mail du 27 juin qu'il réaliserait 3 nouvelles aires étanches sur les plateformes des éoliennes E4, E7 et E8. **Il est demandé à l'exploitant de confirmer leur réalisation et leur utilisation systématique.**

- le compte rendu du 25 mars 2023 indique que 2 fosses ont été mises en place au niveau des E3 et E4 pour permettre le lavage des goulottes des toupies (photos annexées au CR),

- les déchets sont stockés sur la base de vie,

- le seul stock de carburant est celui utilisé par le groupe électrogène. Il est effectué en réservoir double paroi,

- stockage des produits polluants au sein d'un container de stockage sur la base de vie,

- mise en place de systèmes d'assainissement provisoires (bassins, cunettes et fossés).

Concernant la plainte relative à des écoulements noirâtres au pied de l'éolienne E1, l'exploitant a produit un rapport sur cet incident le 22 juin 2023. Les traces noires constatées ne sont pas liées à une pollution accidentelle sur le chantier de type hydrocarbures, huiles ou autres produits chimiques. L'origine est de type organique, liée à la décomposition et à la fermentation de la matière végétale (herbes, fougères, etc.) enfermée dans les stocks de terre lors de la mise en talus. Les eaux qui se sont écoulées des talus ont été contenues dans une cunette. La cunette a été nettoyée, les talus concernés ont été réouverts pour en extraire les parties en décomposition. Les terres noires enlevées ont été recouvertes d'un bâche avant enlèvement vers une filière adaptée. L'analyse de ces terres montre la présence d'azote total en quantité notable. La visite d'inspection a permis constater que les zones concernées avaient été nettoyées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours